

*Hervé Hamon
Patrick Rotman*

Les porteurs de valises

LA RÉSISTANCE FRANÇAISE
À LA GUERRE D'ALGÉRIE

Albin Michel

Après la publication de ce livre, à l'automne 1979, les auteurs ont reçu un abondant courrier. Des lecteurs, acteurs ou témoins de cette histoire leur ont adressé précisions, rectifications, compléments d'information. La présente édition tient compte de ces remarques.

H.H. P.R.
Septembre 1981.

EN COUVERTURE : illustration Ferracci.

ISBN 2-02-006096-5.
(ISBN 1^{re} publication : 2-226-00850-0.)

© ÉDITIONS ALBIN MICHEL, 1979.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

DÉCLARATION DE FRANCIS JEANSON
LORS DE SA CONFÉRENCE DE PRESSE CLANDESTINE
LE 15 AVRIL 1960

Au printemps 1960, alors que toutes les polices le recherchent, Francis Janson parvient à réunir des journalistes en plein Paris pour leur expliquer son action. Voici le texte inédit de sa déclaration liminaire.

Le 24 février, la D.S.T. remettait entre les mains du juge d'instruction une dizaine de Français, hommes et femmes, qu'elle détenait depuis cinq jours, et annonçait à la presse la découverte d'un important « réseau européen de soutien au F.L.N. ».

L'affaire fit sensation. Ce n'était pas la première fois que des Français étaient arrêtés pour avoir, individuellement, apporté leur aide à tel ou tel membre du F.L.N. ; mais c'était la première fois qu'on mentionnait l'existence d'une véritable organisation française travaillant en tant que telle aux côtés du F.L.N.

A travers un amoncellement d'informations exactes et d'autres qui l'étaient beaucoup moins, les réactions de la presse ont été fort significatives. A quelques exceptions près, aucune hostilité ne s'est manifestée à l'égard de ces Français qui, selon les thèses de notre politique officielle, auraient dû apparaître purement et simplement comme des *traîtres*.

Il reste que les véritables raisons de leur engagement n'ont guère été mentionnées ; pareillement, les modalités concrètes de leur action et ses conséquences pratiques ont échappé à presque tous les commentateurs. Je m'efforcerai donc ici d'éclairer, tout ensemble, le *pourquoi* et le *comment*.

La trahison de Guy Mollet.

La guerre que nous faisons aux Algériens, disait M. Guy Mollet en 1955, est une guerre « imbécile et sans issue ». Si M. Guy Mollet l'a dit, c'est qu'il n'était pas seul à le penser. A une forte majorité, le corps électoral le porta d'ailleurs au pouvoir, en janvier 1956, sur la base de son programme de « Front républicain » : la paix par la négociation. C'était l'époque où les jeunes rappelés refusaient de partir. Un mois plus tard, M. Guy Mollet

découvrait, sous les tomates algéroises, que l'Algérie devait rester française et qu'il fallait donc poursuivre cette guerre. Le Parti communiste, lui, vota les pouvoirs spéciaux, et son coéquipier, M. Mendès France, médita durant trois mois sur la question de savoir s'il devait ou non considérer comme rompu le contrat passé avec les électeurs. Quant aux électeurs eux-mêmes, ils avaient d'autres soucis en tête : ils préparaient innoemment leurs vacances d'été.

Pendant ce temps, de jeunes Français mouraient en vain et la tentative d'annihilation du peuple algérien se poursuivait jour après jour, à coups de séquestrations arbitraires, d'assassinats collectifs, de tortures et de déportations.

La gauche et l'opinion publique.

L'indifférence du grand public était un fait. Mais un fait n'est jamais qu'une donnée, à partir de laquelle il y a toujours quelque chose à faire. C'était le rôle de la gauche, ayant constaté ce fait, d'entreprendre de le dépasser. Par malheur, les différents leaders de la gauche, sans doute fascinés par les beautés du gallup, ont confondu l'action politique et le sondage d'opinion. C'est vers la mi-56, alors qu'on venait d'abandonner à leur sort des centaines de jeunes gens courageux et conscients (certains d'entre eux furent délibérément envoyés à la mort par leurs officiers dès qu'on les eut transportés de force en Algérie), c'est à ce moment-là que la gauche française réinventa le mythe de l'opinion publique : l'opinion n'était pas mûre, il y avait des vérités qu'elle n'était pas prête à entendre, il convenait donc de les lui cacher — afin de lui éviter des chocs qui eussent été préjudiciables à sa santé. En termes scientifiques, l'opinion étant au niveau *n*, les positions de la gauche devaient se maintenir au niveau *n-1*, cette marge de sécurité étant indispensable pour garantir que *n* ne risquerait pas d'être franchi par distraction.

Que faire ?

Tel était le bilan : une guerre atroce et sans issue, des gouvernements successifs incapables d'y mettre fin, une gauche ayant perdu toute combativité et jusqu'au sens même de sa mission la plus fondamentale — information et formation des consciences. Que nous restait-il à faire ? Pleurer sur notre impuissance ? Écrire de temps à autre quelque article larmoyant et futile, où nous expliquerions gravement que la paix serait de beaucoup préférable à la poursuite de la guerre ? Coller des affiches dans les rues, en y résumant les mêmes profondes pensées ? Nous donner bonne conscience en critiquant la politique officielle dans toutes nos conversations quotidiennes ?

Les alibis.

En fait, la gauche trichait, elle se cherchait des alibis (outre celui de l'opinion publique, il y eut aussi celui du messalisme...), elle n'avait

d'autre souci que de s'éviter les désagréments d'une lutte réelle. « Anticolonialiste », elle passait son temps à critiquer les comportements d'un peuple tout entier dressé contre le colonialisme. « Révolutionnaire », elle n'admettait pas qu'on pût l'être autrement qu'à sa suite : les Algériens n'avaient qu'à attendre ; quand la gauche serait au pouvoir, ils n'auraient même plus besoin de se battre pour obtenir leur indépendance...

Nos objectifs.

Deux objectifs se sont alors imposés à nous :

— D'une part, à mesure que se creusait le fossé entre Algériens et Français, il devenait urgent de *sauvegarder la possibilité ultérieure de rapports amicaux entre les deux peuples*, en prouvant aux Algériens que la France officielle n'était pas toute la France.

— D'autre part, à s'en tenir aux données du moment, la situation politique était sans issue. Ou plutôt, la seule issue concevable était une négociation menée, un jour ou l'autre, par un gouvernement de droite sous la pression du grand capital (qui commençait à s'inquiéter des conséquences de la guerre) : positive puisqu'elle mettrait fin aux combats, une telle solution constituait par ailleurs, pour la classe ouvrière et pour l'ensemble de la gauche, un énorme danger — dans la mesure où elles n'auraient précisément pas été capables d'y participer, d'y faire sentir leur poids. Leur combativité en serait encore diminuée : dix années de mystification sociale, de fausse euphorie et de salazarisme étaient à redouter dans cette hypothèse. Il était donc urgent de *réveiller la gauche, de la susciter, de la provoquer à l'action*.

La seule méthode possible.

Aucun discours, aucun écrit n'y pouvait plus suffire. La tentative de progression insensible s'étant traduite par une très sensible régression, il ne restait plus d'autre recours que dans les thérapeutiques de choc. Il fallait que soient *mis en pratique* — ici ou là, et ne fût-ce, tout d'abord, que par quelques individus — les thèmes essentiels dont cette gauche anticolonialiste ne cessait de se réclamer. En particulier : celui de la solidarité avec les peuples coloniaux en lutte pour leur indépendance. Il fallait que l'honneur français soit sauvé quelque part, si modestement que ce fût. Il fallait que soit brisé, en un point quelconque, le cercle de cette atroce complicité selon laquelle quarante-cinq millions de Français acceptaient de massacrer et de torturer, par personnes interposées, dix millions d'Algériens.

Notre « trahison ».

Certains veulent nous renvoyer aux « conduites légales » et aux « devoirs communs ». Mais la légalité est morte, dans l'exacte mesure où il n'y a plus de communauté nationale française. Car la communauté fran-

çaise est à refaire sur de nouvelles bases, selon de nouveaux thèmes, en fonction de nouveaux objectifs. Nos gouvernants sont des irresponsables : bafoués en permanence par leurs propres agents d'exécution, ils ne gouvernent plus, ils ne raisonnent plus. Tout comme leurs prédécesseurs, dont ils se sont tant moqués, ils ne cherchent plus qu'à gagner du temps, à éluder les problèmes. Ils disent n'importe quoi, selon les circonstances et selon l'interlocuteur : ainsi se contredisent-ils sans cesse. Ils se réclament du Pays, mais ils ne tiennent plus aucun compte de sa réalité.

Qui trahissons-nous donc ? La communauté du bazooka, des tortures et des camps ? Celle de M. Debré et du général Massu ? Celle du lieutenant Charbonnier, qui tortura Henri Alleg, et de ceux qui ont osé le décorer ? Oui, celle-là, c'est vrai, nous la trahissons — et sans la moindre honte !

Peut-on dire que, ce faisant, nous tirons dans le dos des soldats français ? A coup sûr ce serait grave, si c'était vrai. Mais il faut, pour le prétendre, ne tenir aucun compte des éléments fondamentaux de la situation. Que nous soyons là ou non, que nous apportions ou non aux Algériens l'aide que nous sommes en mesure de leur apporter, cela n'influe que fort peu sur leur potentiel de lutte, cela ne change rien à leur détermination de se battre jusqu'à la victoire. Simplement, notre présence a quelque chance de les détourner des solutions extrêmes, et ce n'est sans doute pas par hasard qu'aucun terrorisme antifrçais n'a encore été déclenché en France même (à l'exception de quelques actions qui eurent lieu au mois d'août 1958 et qui visaient exclusivement des objectifs matériels).

Mais il faut renverser le problème : il faut songer à ce que serait aujourd'hui notre honte si nous avions hésité il y a trois ans, si nous nous étions dit que ça ne tarderait plus à s'arranger, que la gauche allait bientôt se mettre à l'œuvre ou que le Saint-Esprit allait visiter nos gouvernants... Car il y a trois ans que rien n'a bougé. Plus exactement, il y a trois ans que les choses ne cessent de s'aggraver : quinze pour cent des Algériens sont parqués dans des camps de concentration, où il meurt en moyenne (rapports officiels) *un enfant par jour sur un « regroupement » de mille personnes* : ce qui fait environ quinze cents enfants par jour, au total. Faut-il se consoler en retenant le fait qu'il n'y a, dans ces camps, ni chambres à gaz ni fours crématoires ? Des centaines de milliers d'autres Algériens mangent de l'herbe aux frontières tunisienne et marocaine. Il n'existe plus en Algérie une seule famille qui n'ait eu un de ses membres au maquis, ou torturé, ou tué par les Français. La moitié de la population algérienne a moins de vingt ans et n'a strictement connu de la France que la guerre qu'elle fait à leur pays.

C'est sans aucune joie que j'accumule ces charges contre mon pays : c'est seulement pour montrer qu'il était temps que nous tentions quelque chose *pour lui*. Nous avons fait ce que nous avons pu. Nous l'avons fait avec les moyens dont nous disposions. Nous avons longtemps manqué de monde, car nous ne pouvions évidemment pas passer des petites annonces dans la presse : mais les pouvoirs publics ont remédié à cet inconvénient en nous faisant, en février dernier, une publicité inespérée et prodigieusement efficace.

Il y a de grandes ressources en France. Des ressources en profondeur, à la base : et tout le problème est de les détecter, de parvenir jusqu'à elles,

de leur fournir l'occasion de se manifester. Les directions des partis de gauche sont de plus en plus débordées par leurs propres militants. Le thème de la résistance à la guerre est sur le point de devenir un thème public. Trois mille déserteurs ont été jusqu'ici dénombrés par les services compétents. Un peu partout, des citoyens français qui ne sont plus d'âge militaire envisagent de s'organiser pour opposer un refus total à la politique gaulliste — qui n'est en aucune façon différente de celle des gouvernements précédents mais qui prépare chaque jour un peu mieux l'instauration du fascisme en France même. Réunis en congrès national, les étudiants français (l'U.N.E.F., organisation apolitique) ont dit ces jours-ci ce qu'il y avait à dire sur la gravité de la situation. Cela même est un signe positif : s'ils l'ont dit, c'est qu'ils envisagent déjà de lutter pour y porter remède.

Nous serons de plus en plus nombreux. Mais ce sera de plus en plus dur, et les moyens normaux d'expression nous feront de plus en plus défaut. Il faut que vous nous aidiez sans relâche, en publiant toutes les informations que vous pouvez obtenir sur la lutte en Algérie, sur la lutte en France, sur les mesures arbitraires qui tendent ici même à se généraliser (réforme judiciaire, loi sur la presse, etc.). Il faut que vous nous aidiez à éviter le pire dans notre pays, un chaos qui peut-être ne serait pas sans répercussions sur vos propres pays.

Les Algériens ne céderont jamais : le choix n'est plus qu'entre la guerre civile en France et l'amitié avec eux. Ce choix, c'est aux Français de le faire ; mais il vous concerne aussi. Aidez-nous à le faire. A le faire vite.

Document III

DÉCLARATION SUR LE DROIT A L'INSOUMISSION DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE (dite « des 121 » — septembre 1960)

Un mouvement très important se développe en France, et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée, au moment où le nouveau tournant de la guerre d'Algérie doit nous conduire à voir, non à oublier, la profondeur de la crise qui s'est ouverte il y a six ans.

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussi édulcorées par ceux-là mêmes qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. Il est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux pouvoirs publics est respectable. Protestation d'hommes atteints dans leur honneur et dans la juste idée qu'ils se font de la vérité, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir, quelle que soit l'issue des événements.

□

Pour les Algériens, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires, soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais, pour les Français, quelle en est la nature ? Ce n'est pas une guerre étrangère. Jamais le territoire de la France n'a été menacé. Il y a plus : elle est menée contre des hommes que l'État affecte de considérer comme Français, mais qui, eux, luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffirait même pas de dire qu'il s'agit d'une guerre de conquête, guerre impérialiste, accompagnée par surcroît de racisme. Il y a de cela dans toute guerre, et l'équivoque persiste.

En fait, par une décision qui constituait un abus fondamental, l'État a d'abord mobilisé des classes entières de citoyens à seule fin d'accomplir ce qu'il désignait lui-même comme une besogne de police contre une population opprimée, laquelle ne s'est révoltée que par un souci de dignité

élémentaire, puisqu'elle exige d'être enfin reconnue comme communauté indépendante.

Ni guerre de conquête, ni guerre de « défense nationale », ni guerre civile, la guerre d'Algérie est peu à peu devenue une action propre à l'armée et à une caste qui refusent de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil, se rendant compte de l'effondrement général des empires coloniaux, semble prêt à reconnaître le sens.

C'est, aujourd'hui, principalement la volonté de l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde, par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors de toute légalité, trahissant les fins que l'ensemble du pays lui confie, compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse ou avilissante. Faut-il rappeler que, quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français, par suite des exigences d'une telle guerre, est parvenu à restaurer la torture et à en faire à nouveau comme une institution en Europe ?



C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme, lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse ? N'y a-t-il pas des cas où le refus de servir est un devoir sacré, où la « trahison » signifie le respect courageux du vrai ? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens nouveau ?

Le cas de conscience s'est trouvé posé dès le début de la guerre. Celle-ci se prolongeant, il est normal que ce cas de conscience se soit résolu concrètement par des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens. Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide et, à la fin, malgré leur désaveu. Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une *résistance* est née, par une prise de conscience spontanée, cherchant et inventant des formes d'action et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par inertie ou timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux, à ne pas reconnaître le sens et les exigences véritables.



Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle ; considérant qu'eux-mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils

aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent :

— Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.

— Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.

— La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.

Arthur ADAMOV
Robert ANTELME
Michel ARNAUD
Georges AUCLAIR
Jean BABY
Hélène BALFET
Marc BARBUT
Robert BARRAT
Simone de BEAUVOIR
Jean-Louis BÉDOUIN
Marc BEGBEIDER
Robert BENAYOUN
Yves BERGER
Maurice BLANCHOT
Roger BLIN
D^r BLOCH-LAROQUE
Arsène BONNAFOUS-MURAT
Geneviève BONNEFOI
Raymond BORDE
Jean-Louis BORY
Jacques-Laurent BOST
Pierre BOULEZ
Vincent BOUNOURE
André BRETON
Michel BUTOR
Guy CABANEL
François CHATELET
Simone COLLINET
Georges CONDAMINAS
Michel CROUZET
Alain CUNY
Jean CZARNECKI
D^r Jean DALSACE
Hubert DAMISCH
Adrien DAX
Jean DELMAS
Danièle DELORME
Solange DEYON
Jacques DONIOL-VALCROZE

Bernard DORT
Jean DOUASSOT
Simone DREYFUS
René DUMONT
Marguerite DURAS
Françoise d'EAUBONNE
Yves ELLÉOUET
Dominique ELUARD
ESCARO
Charles ESTIENNE
Jean-Louis FAURE
Jean-Paul FAURE
Dominique FERNANDEZ
Jean FERRY
Louis-René des FORÊTS
D^r Théodore FRAENKEL
Bernard FRANCH
André FRÉNAUD
Jacques GERNET
Louis GERNET
Édouard GLISSANT
Georges GOLDFAYN
Christiane GREMILLON
Anne GUÉRIN
Daniel GUÉRIN
Jacques HOWLETT
Edouard JAGUER
Pierre JAOUEN
Gérard JARLOT
Robert JAULIN
Alain JOUBERT
Pierre KAST
Henri KRÉA
Serge LAFORIE
Robert LAGARDE
Monique LANGE
Claude LANZMANN
Robert LAPOUJADE
Henri LEFEBVRE

Gérard LEGRAND
René LEIBOWITZ
Michel LEIRIS
Paul LÉVY
Jérôme LINDON
Eric LOSFELD
Robert LOUZON
Olivier de MAGNY
Florence MALRAUX
André MANDOUZE
Maud MANNONI
Jacqueline MARCHAND
Jean MARTIN
Renée MARCEL-MARTINET
Jean-Daniel MARTINET
Andrée MARTY-CAPGRAS
Dionys MASCOLO
François MASPERO
André MASSON
Pierre de MASSOT
Marie-Thérèse MAUGIS
Jean-Jacques MAYOUX
Jehan MAYOUX
Andrée MICHEL
Théodore MONOD
Marie MOSCOVICI
Georges MOUNIN
Maurice NADEAU
Georges NAVEL
Claude OLLIER
Jacques PANIEL
Hélène PARMELIN
Marcel PÉJU
Jean-Claude PICHON
José PIERRE
André PIEYRE de MANDIARGUES
Roger PIGAULT
Edouard PIGNON
Bernard PINGAUD
Maurice PONS
J.-B. PONTALIS
Jean POUILLON
Madeleine REBÉRIOUX
Paul REBEYROLLE
Denise RENÉ
Alain RESNAIS
Jean-François REVEL

Paul REVEL
Evelyne REY
Alain ROBBE-GRILLET
Christiane ROCHEFORT
Maxime RODINSON
Jacques-Francis ROLLAND
Alfred ROSMER
Gilbert ROUGET
Claude ROY
Françoise SAGAN
Marc SAINT-SAENS
Jean-Jacques SALOMON
Nathalie SARRAUTE
Jean-Paul SARTRE
Renée SAUREL
Claude SAUTET
Catherine SAUVAGE
Lucien SCHELER
Jean SCHUSTER
Robert SCIPION
Louis SEGUIN
Geneviève SERREAU
Simone SIGNORET
Jean-Claude SILBERMANN
Claude SIMON
SINÉ
René de SOLIER
D. de la SOUCHÈRE
Roger TAILLEUR
Laurent TERZIEFF
Jean THERCELIN
Paul-Louis THIRARD
TIM
Andrée TOURNÉS
Geneviève TREMOUILLE
François TRUFFAUT
Tristan TZARA
VERCORS
J.-P. VERNANT
Pierre VIDAL-NAQUET
J.-P. VIELFAURE
Anne-Marie de VILAINÉ
Charles VILDRAC
Claude VISEUX
François WAHL
YLIPE
René ZAZZO

MANIFESTE DU MOUVEMENT ANTICOLONIALISTE FRANÇAIS (extraits)

Animé par Henri Curiel, le M.A.F., dont le congrès de fondation s'est tenu en Suisse à la fin du mois de juillet 1960, se fait connaître par la publication d'un manifeste en décembre de la même année.

(...) La lutte anticolonialiste, ce fut d'abord l'aide apportée sur le plan individuel par tel ou tel Français aux militants algériens. Puis de petits groupes d'aide, dispersés dans tout le pays, travaillèrent en liaison avec des formations locales de militants algériens. Ensuite, un groupe central de Français s'est organisé pour aider en tant que tels la Résistance algérienne.

L'échec des courageuses manifestations de rappelés en 1955-1956, freinées par les dirigeants de la gauche, a débouché sur des formes d'opposition individuelles; le refus d'obéissance, le refus de porter les armes ont amené des centaines de jeunes gens en prison; l'insoumission et la désertion en ont conduit des milliers à l'étranger. Le mouvement « Jeune Résistance » s'est constitué pour organiser ces refus individuels en une résistance collective de la jeunesse à la guerre d'Algérie. Il propage l'idée de l'insoumission, il rassemble les réfractaires et exprime la force politique qu'ils représentent.

L'héroïsme des combattants algériens, unis dans le F.L.N., tenant tête aux forces militaires les plus considérables qui aient été jusqu'ici engagées dans l'histoire d'un pays colonisé, amenait un grand nombre de Français à comprendre la véritable nature de cette guerre; les arrestations de Français de toutes origines sociales et de toutes appartenances politiques contribuaient également à cette prise de conscience.

Dès juillet 1960 étaient jetées les bases du Mouvement anticolonialiste français.

La prise de conscience a été brusquement accélérée par le procès du « réseau Jeanson », la Déclaration des 121, la lettre de J.-P. Sartre et les multiples manifestations de soutien qui ont suivi les sanctions et les inculpations.

Ce bref rappel montre déjà suffisamment que le combat anti-

colonialiste en France a une ampleur plus grande que ne l'imaginent la plupart des Français, même parmi ceux qui participent à ce combat. Il est aussi prouvé que ce que l'on nommait l'impuissance de la gauche n'était, en réalité, que la carence de ses dirigeants. Au fur et à mesure que les militants comprennent que la lutte anticolonialiste n'est pas stérile, ils manifestent un désir croissant de s'y engager plus résolument.

Devant cette situation nouvelle, il devient urgent de procéder à une réorganisation générale de toutes les forces anticolonialistes, à un regroupement sur une plate-forme commune de tous les Français décidés à intensifier le combat pour en terminer avec la guerre d'Algérie et le régime colonialiste, et à instaurer la collaboration du peuple français avec tous les peuples libérés de la domination coloniale.

C'est la raison d'être du M.A.F., constitué par des hommes et des femmes qui ont déjà une expérience concrète de la lutte anticolonialiste et par d'autres qui sont décidés à mettre en accord leurs principes et leurs actes.

Afin que soit bien différencié l'anticolonialisme conséquent de l'anticolonialisme verbal, sont membres du M.A.F. tous ceux et celles qui ont participé à un moment quelconque, et ceux qui sont prêts à participer, à une action anticolonialiste, en acceptant les risques de l'illégalité et la discipline de la clandestinité.

Le M.A.F. est une organisation clandestine parce que son action est illégale.

Cela non par goût, ni par principe, mais par nécessité. Il n'est pas possible de mener le combat anticolonialiste de façon conséquente en restant dans le cadre d'une « légalité » gaulliste réduisant de jour en jour les libertés individuelles et publiques.

C'est pour n'avoir pas voulu jusqu'ici sortir de ce cadre que les partis de gauche se sont pratiquement condamnés à l'impuissance.

Pour un mouvement comme le M.A.F. qui se propose d'animer la propagande et l'action anticolonialistes sans reculer devant les formes d'expression et de lutte qui sont ou qui peuvent être frappées par le pouvoir gaulliste ou, en général, par l'État colonial, la clandestinité de l'organisation est la seule garantie de sécurité pour ses membres, d'efficacité pour son action et de fidélité à ses principes.

S'il a pour principe de base la solidarité de la lutte du peuple français avec les forces combattantes du peuple algérien, *le M.A.F. est une organisation française qui détermine son orientation et son action de façon indépendante et autonome.*

Le M.A.F. mène cette lutte solidaire dans la perspective du rétablissement intégral de la démocratie en France et de son développement.

Le M.A.F. n'est pas un parti politique et n'entend pas se substituer aux partis.

Il demande à ses membres militant dans des partis ou organisations de gauche d'y poursuivre leur action et de la développer dans le sens d'une lutte effective contre la guerre colonialiste.

Le M.A.F. n'entend pas se substituer aux groupes d'aide pratique, au mouvement « Jeune Résistance », ou à d'autres organismes qui pourraient se former. Il espère seulement, en leur donnant une plate-forme commune, favoriser une coordination croissante de leur action.

Le M.A.F. conçoit la propagande de l'insoumission comme la façon

actuellement la plus claire de répondre aux problèmes que se pose la jeunesse, mais il n'exclut pas les autres formes de refus massif qui pourraient être décidées par les jeunes ou toute autre forme d'opposition à la guerre.

Le M.A.F. ne prétend pas au monopole de l'action anticolonialiste, mais, en menant le combat suivant le principe de la solidarité active et concrète avec la lutte du peuple algérien, il est le ferment de l'action des masses et la garantie qu'elle sera conduite sans défaillance jusqu'à la victoire commune des deux peuples.

Le M.A.F. se propose donc de soutenir et d'intensifier toutes les actions de masse qui pourraient être décidées contre la guerre d'Algérie par les partis, les syndicats, les groupes et organisations quelconques et de les provoquer toutes les fois que ce sera possible.

Le M.A.F. donnera son appui à tout mouvement décidé à lutter contre l'oppression politique, militaire ou économique dont sont victimes les pays sous-développés.

Le M.A.F. diffusera ses plates-formes et ses mots d'ordre, des informations sur la Révolution algérienne et sur la lutte contre la guerre d'Algérie, des principes de sécurité et des règles d'action clandestine dans un organe périodique...

Travailleurs, fonctionnaires, intellectuels, enseignants, étudiants, *constituez partout des comités locaux du M.A.F. ! Pas une usine, pas une faculté, pas un lycée, pas une entreprise, pas une unité, pas une caserne sans un comité de lutte anticolonialiste.*

Le refus n'est pas un acte de lâcheté, mais de suprême courage. Votre action peut être décisive. Sans vous, le colonialisme ne peut rien.

Étudiants et étudiantes français, poursuivez le plus résolument l'action d'avant-garde que vous avez commencée en rétablissant les liens avec l'U.G.E.M.A.

Paysans, comme au temps de la Résistance, aidez les jeunes dans leur lutte contre la répression.

Femmes de France, dressez-vous contre le départ de vos enfants. Venez en aide aux familles des travailleurs algériens victimes de la répression, aux orphelins de la Résistance algérienne.

Français, Françaises,

Plus un homme, plus un sou pour le colonialisme !

Plus de morts à vingt ans !

Guerre à la guerre coloniale !

Vive la solidarité de lutte du peuple français et du peuple algérien pour la paix dans l'indépendance et la liberté !

Le M.A.F.

1954

<i>juin</i>	17	Pierre Mendès France président du Conseil.
<i>novembre</i>	1 ^{er} 5	Insurrection en Algérie. Naissance du F.L.N. Dissolution du M.T.L.D.

1955

<i>janvier</i>	13	Articles de Claude Bourdet (<i>France-Observateur</i>) et François Mauriac (<i>L'Express</i>) dénonçant la torture en Algérie.
<i>février</i>	1 ^{er} 6 23	Jacques Soustelle nommé gouverneur général en Algérie. Chute du gouvernement Mendès France. Edgar Faure, président du Conseil.
<i>mars</i>	2 20 31	Rapport Guillaume sur la torture remis à Jacques Soustelle. Premier rapport Mairey sur le comportement policier en Algérie. L'Assemblée nationale vote une loi instituant l'état d'urgence en Algérie.
<i>avril</i>	•	Début de l'aide de Jean-Jacques Rousset au F.L.N.
<i>juillet</i>	• •	Contact entre la IV ^e Internationale et le F.L.N. Jean Urvoas, prêtre-ouvrier, apporte son soutien aux Algériens.
<i>août</i>	20 24 & 28	Insurrection dans le Constantinois. Décrets ordonnant le rappel sous les drapeaux des classes démobilisées.

septembre	6	Saisie de <i>France-Observateur</i> pour un article de Claude Bourdet : « Ne jetez pas le contingent dans la guerre. »
	11	Manifestation de rappelés à la gare de Lyon.
	13	Interdiction du P.C.A.
	15	Dans <i>France-Observateur</i> , reportage de Robert Barrat sur le maquis.
	29	Messe contre la guerre pour trois cents rappelés à l'église Saint-Séverin de Paris.
	30	La question algérienne discutée à l'O.N.U.
octobre	7	Manifestation de rappelés à Rouen; graves incidents.
	•	Création du Comité contre l'envoi du contingent en Afrique du Nord.
novembre	•	Création du Comité d'Action des Intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord.
décembre	2	Dissolution de l'Assemblée nationale.
	13	Deuxième rapport Mairey.
	•	Sortie de <i>L'Algérie hors la loi</i> .
1956		
janvier	2	Élections législatives; succès du Front républicain.
	27	Rencontre secrète entre Mandouze, mandaté par le F.L.N., et Mendès France.
	31	Formation du gouvernement Guy Mollet. Catroux ministre résident en Algérie.
février	5	Journée nationale d'action contre la guerre, à Montreuil.
	6	Manifestation à Alger contre Guy Mollet; démission de Catroux.
	9	Robert Lacoste ministre résident.
mars	12	Vote de la loi sur les « pouvoirs spéciaux ».
	31	Arrestation de Claude Bourdet pour « démoralisation de l'armée ».
avril	5	Désertion de l'aspirant Maillot.
	10	Perquisition chez Henri Marrou qui a publié dans <i>Le Monde</i> du 5 un article : « France, ma patrie. »
	12	Décret portant rappel sous les drapeaux des disponibles.
mai	3	Manifestation contre le départ des rappelés à Lézignan.
	18	Violente manifestation à Grenoble. Une patrouille de rappelés tombe dans une embuscade à Palestro : dix-huit morts.

	23	Démission du gouvernement de Pierre Mendès France.
	•	Départ de Jacques Berthelet en Suisse pour créer un réseau d'accueil aux déserteurs.
juin	2	Mort de l'aspirant Maillot.
	5	<i>Le Monde</i> publie le rapport Khrouchtchev. Le P.C.F. s'abstient dans le vote de confiance à la politique du gouvernement Mollet.
	19	Premières exécutions, à Alger, de membres du F.L.N.
juillet	2	Alban Liechti, militant communiste, refuse de partir en Algérie.
	18	Ouverture du XIV ^e Congrès du P.C.F. au Havre.
août	19	Désertion de Noël Favrelière, sergent parachutiste.
	20	Début du Congrès du F.L.N. dans la vallée de la Soummam. Création du Comité national de la révolution algérienne (C.N.R.A.) et du Comité de coordination et d'exécution (C.C.E.).
	•	Francis Jeanson commence à rendre des services au F.L.N.
septembre	1 ^{er}	Rencontre à Rome entre Pierre Comin, Khider et Yazid.
	•	Arrestation de Jean-Jacques Rousset.
	•	Désertion de Louis Orhant, militant communiste.
	•	Début de l'aide au F.L.N. à Lyon et à Marseille.
octobre	22	Arraînement en vol de l'avion transportant Ben Bella et quatre autres chefs du F.L.N.
	23	Insurrection à Budapest.
	31	Début de l'intervention franco-britannique à Suez.
novembre	4	Les chars russes entrent à Budapest.
	9	Arrestation d'André Mandouze, de Cécile Verdurand et d'Anne-Marie Chaulet.
décembre	19	Libération de Mandouze, de Cécile Verdurand et d'Anne-Marie Chaulet.
1957		
janvier	2	Troisième rapport Mairey sur la « pacification ».
	7	Le général Massu reçoit tous les pouvoirs de police dans Alger.
février	26	Arrestation à Paris des chefs du F.L.N. en Métropole.
	•	Publication du dossier Jean Muller par les <i>Cahiers de Témoignage Chrétien</i> .

mars	23	« Suicide » d'Ali Boumendjel.
	28	Le général de Bollardi�re demande à être relevé de son commandement.
	•	Publication de la brochure <i>Les rappelés témoignent</i> .
	•	Publication de <i>Contre la torture</i> de Pierre-Henri Simon.
avril	•	Création d'un Comité de défense des libertés et pour la paix en Algérie, à l'initiative d'enseignants du secondaire.
	5	Création de la Commission de sauvegarde des droits et des libertés individuelles.
mai	•	Publication dans <i>Esp�rit</i> de « La paix des N�mentchas », de Robert Bonnaud.
	21	Chute de Guy Mollet.
juin	28	Massacre de M�louza.
	11	Arrestation de Maurice Audin.
	12	Arrestation d'Henri Alleg.
	17	Maurice Bourg�s-Maunoury président du Conseil.
juillet	21	Mort de Maurice Audin.
	11-15	Procès de Djamila Bouhired.
août	•	Article de Georges Mattéi, <i>Jours Kabyles</i> , dans <i>Les Temps Modernes</i> .
	13	Louis Martin-Chauffier publie dans <i>Le Figaro</i> le rapport de la commission internationale d'enquête.
septembre	12	Démission de Paul Teitgen.
	30	Chute de Bourg�s-Maunoury.
octobre	•	Organisation du réseau dirigé par Francis Jeanson.
	•	Création d'un Centre d'information et de coordination pour la défense des libertés et de la paix, par Robert Barrat et Maurice Pagat.
novembre	6	Félix Gaillard, président du Conseil.
	•	Publication de <i>Pour Djamila Bouhired</i> , de Jacques Verg�s et Georges Arnaud.
	•	Création du Comité Maurice Audin.
décembre	2	Soutenance « in absentia » de la thèse de Maurice Audin.
	8	Création de l'Union de la gauche socialiste.
	14	<i>Le Monde</i> publie le rapport de synthèse de la Commission de sauvegarde.

1958

janvier	8	Dissolution de l'U.G.E.M.A.
	•	Premier numéro de <i>Témoignages et Documents</i> .
	•	Premier numéro de <i>La Voie Communiste</i> .
février	8	Bombardement du village tunisien de Sakiet-Sidi Youssef.
	•	Contact entre <i>La Voie Communiste</i> et le F.L.N.
mars	27	Saisie de <i>La Question</i> .
avril	15	Chute du gouvernement Gaillard.
mai	12	Publication de <i>L'Affaire Audin</i> .
	13	Des manifestants s'emparent du gouvernement général à Alger. Massu prend la tête d'un Comité de salut public. Pierre Pflimlin investi.
	28	Manifestation de la gauche à la République. Démission de Pflimlin.
	30	Rencontre clandestine entre Jeanson et Casanova.
juin	1�r	Le général de Gaulle reçoit l'investiture de l'Assemblée nationale.
	5	Rencontre Jeanson-Waldeck Rochet.
août	2	Arrestation de Cécile Decugis pour aide au F.L.N.
	13	Reconstitution de la Commission de sauvegarde sous l'autorité de Maurice Patin.
	25	Le F.L.N. attaque des objectifs industriels en M�trople.
septembre	15	Attentat manqué contre Soustelle.
	•	Fondation du Parti socialiste autonome.
	19	Création du G.P.R.A.
	20	Premier numéro de <i>Vérités Pour</i> .
	28	Référendum ; la Constitution de la V� République est approuvée par 79 % des suffrages exprimés.
octobre	•	Désertion de Jean-Louis Hurst et Gérard Meier.
	13	Arrestation de l'abbé Boudouresques.
	17	Trois prêtres du centre du Prado, � Lyon, sont accusés de gérer les fonds du F.L.N.
décembre	23	Le général de Gaulle offre la « paix des braves ».
	3-5	Des militants algériens arrêtés sont torturés au si�ge de la D.S.T.
	21	Le général de Gaulle est élu président de la République.

1959

janvier	8	De Gaulle entre en fonction. Michel Debré nommé premier ministre.
février	2-6	Procès du commando Soustelle.
mars	7	Ben Bella est transféré à l'île d'Aix.
avril	18	<i>Le Monde</i> divulgue le rapport Rocard sur les camps de regroupement.
mai	2 •	<i>Vérités Pour</i> publie une interview de Vercors. Fondation du mouvement « Jeune Résistance ».
juin	2 16 19	<i>Vérités Pour</i> publie une interview de Jean-Paul Sartre. Sortie de <i>La Gangrène</i> . Saisie de <i>La Gangrène</i> .
juillet	•	Arrestations dans le réseau lyonnais.
septembre	16 30	Discours sur l'autodétermination. Arrestations de Gérard Spitzer et Gérard Lorne, responsables de <i>La Voie Communiste</i> .
octobre	15	Attentat contre François Mitterrand.
novembre	5	Arrestation d'Annette Roger, du réseau marseillais.
décembre	2	Révélation sur la mort de Maurice Audin.

1960

janvier	5 24	<i>Le Monde</i> publie le rapport de la Croix-Rouge sur les tortures en Algérie. Début de la semaine des barricades à Alger.
février	20	Premières arrestations dans le réseau Jeanson.
mars	8 13 •	Arrestation de Diego Masson et de l'abbé Corre à Annemasse. Découverte du sigle « Jeune Résistance ». Ouverture du procès de Cécile Decugis. La brochure <i>J.R. s'explique</i> est diffusée.
avril	3 11-13 15	Fondation du Parti socialiste unifié. Congrès de l'U.N.E.F. à Dijon ; Pierre Gaudet élu président. Conférence de presse clandestine de Francis Jeanson à Paris.

	23 •	Arrestation de Georges Arnaud. Publication du <i>Déserteur</i> de « Maurienne » et du <i>Refus</i> de Maurice Maschino.
mai	10 30 •	Arrestation de Laurence Bataille. Ouverture du procès de Gérard Spitzer. Premier numéro de <i>Vérité-Liberté</i> .
juin	6 6 10 10 17 25-29 29 29 •	Rencontre à Lausanne entre représentants de l'U.N.E.F. et de l'U.G.E.M.A. Arrestation de Daniel Macaux. Arrestation de Jean-Paul Ribes et Marie-Madeleine Dubois. Arrestation en Hollande de Michel Raptis. Ouverture du procès de Georges Arnaud. Pourparlers de Melun. Saisie de <i>Notre Guerre</i> de Francis Jeanson. Josette Augay condamnée à deux ans de prison. L'affaire Djamilia Boupacha éclate à l'initiative de Simone de Beauvoir.
juillet	20 29	Fondation du Mouvement anticolonialiste français (M.A.F.) en Suisse. I ^{er} Congrès de « Jeune Résistance ».
septembre	5 5 6 17 20	Discours du général de Gaulle : « L'Algérie algérienne est en marche. » Ouverture du procès du réseau Jeanson. Manifeste des 121. Déposition de Paul Teitgen au procès Jeanson. Lecture de la lettre de Sartre à l'audience.
octobre	1 ^{er} 6 20 27	Verdict au procès du réseau Jeanson. Manifeste de 200 intellectuels pour l'Algérie française. Arrestation d'Henri Curiel et de Didar Fawzy. Meeting à l'appel de l'U.N.E.F., de la C.F.T.C. et de la F.E.N. pour la paix en Algérie.
novembre	4 23-24 •	Le général de Gaulle évoque la « République algérienne ». Arrestations dans le réseau lyonnais. Diffusion du manifeste du M.A.F.
décembre	18	Arrestation d'Étienne Bolo.
1961		
janvier	8 27	Référendum ; le principe de l'autodétermination est adopté par 75% des suffrages exprimés. Arrestation de la direction de « Jeune Résistance ».

- 29 Arrestation de Robert Davezies.
• Premier numéro de *Vérités Anticolonialistes*.
- février 24 Condamnation, au Comité central du P.C.F., du « groupe » Servin-Casanova.
24 Évasion de six femmes de la prison de la Petite-Roquette.
- avril 6 Ouverture du procès du réseau lyonnais.
7 Premiers tracts O.A.S.
22 Putsch à Alger.
• Naissance du Front universitaire antifasciste (F.U.A.).
- mai 20 Début des pourparlers à Évian ; Ben Bella transféré au château de Turquant.
- juin 9 Arrestations et perquisitions dans les milieux de gauche.
21 Ouverture du procès Raptis à Amsterdam.
26 Arrestation de Robert Bonnaud à Marseille.
- août 17 Ben Khedda remplace Ferhat Abbas à la tête du G.P.R.A.
- septembre 23-25 Réunion de fondation en Belgique du Comité de Soutien à la Révolution algérienne (C.S.R.A. devenu F.S.R.A.).
• Sortie du premier numéro de *Partisans*.
- octobre 17 Manifestations algériennes à Paris ; douze mille arrestations ; des centaines de morts.
- novembre 24 Ouverture du procès Hespel-Blumental-Orhant.
- décembre 4 Création de la Ligue d'action pour le rassemblement antifasciste.
6 Manifestation anti-O.A.S. à l'appel du P.C.F. et de la C.G.T.
• Ouverture du procès intenté aux Éditions de Minuit pour la publication de *Déserteur*.
19 Manifestation syndicale contre l'O.A.S. (49 organisations).

1962

- janvier 9 Ouverture du procès de Robert Davezies.
26 Création du Comité national d'action contre l'O.A.S. et pour une paix négociée.

- février 8 Manifestation unitaire anti-O.A.S. ; huit morts au métro Charonne.
13 Obsèques des victimes.
- mars 18-19 Signature des accords d'Évian et cessez-le-feu.